

employer quelque autre mot qui ne peut avoir tant de significations. Lorsque je l'ai employé, c'est dans son sens le plus général, pour dire que nous devions éviter de fermer les yeux, qu'il fallait voir et reconnaître que le gouvernement qui était au pouvoir et avec lequel nous avions à traiter, si nous comptions conclure des ententes de quelque nature auxquelles il serait donné suite, était celui qui avait en réalité la haute main sur les forces que nous combattions. Mais l'auteur de l'article ajoute ceci:

Nous devons et nous devrions reconnaître le gouvernement actuel de la Chine, non que nous l'approuvions, non que nous ne détestions pas et ne condamnions pas certains des crimes qu'il a commis, mais simplement à cause du fait inéluctable qu'il est le seul gouvernement du pays, le seul gouvernement qui y exerce l'autorité. Point n'est besoin que cette reconnaissance se fasse en ce moment;

J'en conviens pleinement. J'irais même jusqu'à dire qu'au lieu de "point n'est besoin", nous pourrions dire qu'elle ne devrait pas se faire en ce moment. L'éditorial continue:

...peut-être qu'elle ne devrait pas avoir lieu, pendant que la Chine communiste continue à jouer le rôle d'agresseur, ni avant que nous connaissions les résultats de Genève. Nous devons respecter, — certainement pas en faire fi, — les opinions de nos alliés. Cependant, pour l'amour de Dieu, ne prenons pas cette attitude impossible que la reconnaissance de la Chine ne peut avoir lieu, tant que la Chine aura un gouvernement communiste...

Puis, l'article dit encore:

Il est pitoyable...

Je crois que c'est pitoyable.

...que la question de la "reconnaissance" de la Chine par le Canada ait été posée dans l'incertitude qui entoure les déclarations qui sont faites aux conférences de presse. Sans aucun doute, la question a été posée d'une douzaine de façons à M. St-Laurent et l'on pourrait comprendre que, en Orient, il ait voulu indiquer que le Canada envisageait sans préjugé ce sujet épineux. Cependant, dès son retour au Canada, il devrait fournir au Parlement des explications plus nettes, bien que l'ombre de la conférence de Genève exigera certaines réserves.

Il va de soi que l'ombre de la conférence de Genève va nous obliger à la prudence, mais je pense, d'autre part, qu'il s'agit ici de quelque chose de plus qu'une ombre. Cela va, je pense, dans une certaine mesure, jeter de la lumière sur l'avenir. A ce moment-là je n'exprimais pas la politique du Gouvernement, mais bien plutôt, et avec franchise, mon propre sentiment en la matière. Je me réjouissais sérieusement d'avoir entendu dire qu'il y aurait une conférence à Genève, conférence à laquelle serait représenté le gouvernement effectivement maître de ces forces qui ont eu une influence si troublante sur la paix du monde, d'apprendre aussi que ce gouvernement aurait là l'occasion de discuter la possibilité de dissiper l'incertitude qui en-

tourne ce "cessez le feu" où on voit s'opposer en Corée deux lignes imprenables de soldats. Et peut-être aussi cette conférence pourrait-elle apporter une solution quelconque à une question qui angoisse tellement le monde libre, celle de la guerre d'Indochine.

J'ai eu l'impression très nette que l'embaras ressenté par les dirigeants de la France au sujet de l'armée européenne tenait à cette perte de ressources humaines et matérielles qu'entraînait pour eux la guerre d'Indochine. J'ai eu l'impression que les questions qu'on me posait étaient provoquées par l'invitation à participer à la conférence faite par les quatre grandes puissances aux représentants du seul gouvernement qui existe en Chine continentale.

L'invitation était accompagnée, il va sans dire, d'une annexe énonçant qu'il était entendu que ni l'invitation ni la tenue de la conférence précitée ne serait considérée comme comportant la reconnaissance diplomatique de la part des pays qui n'ont pas encore accordé une telle reconnaissance. Mais il reste que, ce faisant, c'est reconnaître que c'est là le gouvernement qui dirige les armées contre lesquelles nous avons résisté; c'est le gouvernement qui peut convenir et admettre que nous avons démontré que nous ne permettrons pas à l'agression d'être profitable et qu'il ne peut imposer sa volonté au monde libre par l'agression.

Il est possible que quelque chose de plus permanent que le "cessez le feu" qui existe entre les deux armées actuellement en présence résulte de la conférence de Genève. Si un tel résultat était obtenu à cette conférence, cela pourrait indiquer que par voie de négociations avec les mêmes gens on pourrait éliminer d'autres causes du malaise mondial et de l'incertitude quant à l'avenir. Aussi longtemps que le gouvernement communiste sera le seul gouvernement en Chine continentale, ce ne sera qu'en discutant avec lui qu'on pourra obtenir quelque résultat.

Maintenant, à quel moment les résultats seront-ils suffisants pour rendre souhaitable ce qui équivaudrait à la reconnaissance diplomatique? Voilà une question que le Gouvernement n'entend pas étudier pour l'instant. Quand je dis "pour l'instant", je ne me sers pas de mots vagues. Je ne m'efforce pas de rendre tout simplement mes paroles conformes aux faits. Je ne veux pas dire à ce moment-ci. Dans les conditions présentes, je ne vois aucune raison pour nous de songer à la reconnaissance diplomatique de la Chine. Mais ces conditions peuvent changer et j'estime, tout comme le rédacteur du *Journal*, qu'il serait très malheureux, de nous lier par des déclarations et des engagements tels qu'il